

« Conflits, résistances et tensions dans les mondes du travail »

Journée d'étude – 18 décembre 2017

Lieu : ENS de Paris (Campus Jourdan)

Appel à communication

Si la question de la conflictualité au travail a fait l'objet de nombreux travaux de sciences sociales parfois devenus des classiques, les discours des années 1990 sur la fin des classes sociales [Bouffartigue, 2004] ou la baisse de la conflictualité ont contribué à reléguer ce thème au second plan [Penissat, 2009]. Pourtant, les récentes transformations des contextes de travail et d'emploi, telles que la financiarisation de l'économie, l'accentuation des inégalités sociales et les lourdes restructurations des entreprises, viennent réinterroger la conflictualité au travail [Godechot, 2013 ; Benquet, Durand, 2016]. Les mouvements de grève intenses de ces dernières années, contestant les licenciements collectifs accentués avec la « crise », l'objectif de compétitivité dans les entreprises, ou encore les réformes successives du Code du travail (ANI, loi Macron, loi travail, etc.) [Freyssinet, 2013], ont montré que cette conflictualité était loin d'avoir disparue.

Cette journée d'étude s'inscrit dans le prolongement de travaux récents [e.g. Beaud et Pialoux, 1999 ; Jounin, 2008 ; Collovald et Mathieu 2009 ; Benquet, 2011] qui ont renouvelé les approches de la conflictualité au travail à l'intersection de la sociologie du travail et de la sociologie politique de l'action collective [Giraud, 2009]. Elle se propose d'appréhender *les conflictualités* au travail saisies dans des contextes pluriels en s'intéressant aux conflits les plus ouverts et organisés comme aux « résistances » les moins visibles (*Eigensinn* [Lüdtke, 1996], micro-conflits, déloyautés au travail, etc.). Elle s'intéresse autant aux différends opposant direction et salarié.e.s qu'à ceux divisant la main-d'œuvre. Cette journée d'étude invite ainsi à articuler ces différentes formes de conflictualité, à multiplier les échelles d'analyse – notamment lorsque les chaînes d'interdépendance remontent aux décisions du siège et au-delà des frontières nationales [Collectif du 9 août, 2017] – et à tenir compte des différents points de vue, salariaux, syndicaux mais aussi patronaux (stratégie d'évitement, domestication des conflits, etc.).

De manière transversale, cette journée d'étude se veut également être un espace de réflexion sur les méthodes d'enquête permettant d'analyser la conflictualité au travail. La multiplication des travaux consacrés à ces conflits est liée au développement de l'ethnographie dans les sciences sociales, qui permet de rendre visible la diversité et l'articulation des logiques de conflictualité, ses acteurs et leurs dynamiques tout en les replaçant dans les rapports de force qui les encadrent et l'histoire longue qui les éclaire [Arborio et al., 2008]. Elle a pour corollaire l'engagement du chercheur sur son terrain [Favret-Saada, 1977]. Comment circuler entre les différents protagonistes d'un conflit au travail ? Peut-on accéder à une position « d'atopie » [Naepels, 1998] ? L'ethnographie soulève également le problème de la temporalité des conflits et du chercheur. Comment étudier la dynamique des conflits en train de se faire ? Et quels sont les enjeux d'une reconstruction *a posteriori* ? Enfin, comment articuler les enquêtes

de terrain, en général qualitatives et monographiques, avec la longue tradition d'analyse quantitative des conflits au travail ?

L'appel à communication encourage les propositions s'inscrivant dans l'un des trois axes suivants :

Axe 1

Les terrains de la conflictualité, une diversité d'acteurs et de contextes

Cette journée d'étude cherchera à mettre en avant les travaux qui s'intéressent aux nouveaux terrains de la conflictualité, notamment ceux qui concernent les secteurs d'activités qui ont connu un fort développement ces dernières années, tels que les services à la personne [Avril, 2009], la grande distribution [Benquet, 2013], ou les plateformes numériques. Sont également encouragés les travaux qui se penchent sur les espaces habituellement délaissés par la sociologie du travail, au cœur des petites entreprises [Lomba, 2010], des exploitations agricoles, de la petite indépendance et des foyers (employés de maison, gardes d'enfants, etc.). Quelle place et quelle forme prennent les conflits et les tensions dans ces situations de domination personnalisée ou « rapprochée » [Memmi, 2008] souvent chargées d'affects ? Quels arbitrages s'opèrent entre *l'exit*, la *voice* (ou son absence) et les recours judiciaires ? En cas de « choc » [Barthez, 1982] entre rapport familial et rapport de travail, comment s'articulent ou sont mises à distance ces deux dimensions dans les conflits et quelles sont leurs conséquences sur la maisonnée ou le groupe de descendance ?

Un angle mort de la majorité des travaux portant sur les conflits au travail consiste à les interroger du point de vue des acteurs.rice.s qui ne participent pas au conflit, ou même qui se placent du côté de la direction (cadres dirigeant.e.s, salarié.e.s loyaux.ales à la direction). Alors qu'elles sont un acteur central pour comprendre les formes de conflictualité au travail, les pratiques des directions d'entreprise ont été relativement peu analysées [Penissat, 2013]. Pourtant, cette conflictualité ne peut se comprendre pleinement sans prendre en compte les modes de gestion de la main-d'œuvre et des conflits mis en œuvre par ces directions. Comment les directions d'entreprise domestiquent, gèrent ou anticipent-elles les conflits au travail ? Quelles ressources, stratégies, savoir-faire peuvent-elles mobiliser au cours des conflits ? Au contraire, quels bricolages, incertitudes et improvisations se manifestent à cette occasion ? Quant aux salarié.e.s ou syndicats non mobilisé.e.s, quelles alliances sont nouées avec la direction ou l'encadrement ? Quelles relations entretiennent-ils avec les autres salarié.e.s/syndicats mobilisé.e.s ?

Axe 2

Conditions d'émergence ou de non-émergence des conflits au travail

De nombreux travaux ont mis en lumière la diversité des formes de conflictualités au travail. Au-delà des manifestations ouvertes et collectives de la contestation, ils se sont notamment intéressés aux formes de déloyautés au travail et aux micro-conflits internes à la main-d'œuvre [Lomba, 2010 ; Avril, 2014]. Toutefois, la question de l'articulation entre ces micro-conflictualités et l'émergence de conflits collectifs au travail reste encore largement en chantier. Quels contextes favorisent l'émergence de conflits collectifs au travail, ou, au contraire, leur non-émergence ?

Cette question implique de s'intéresser aux modalités de gestion de la main d'œuvre et à la façon dont les contextes organisationnels favorisent ou au contraire entravent le développement de la conflictualité [Benquet, 2013]. Ce contexte inclut évidemment les configurations syndicales et de représentation du personnel, dans la mesure où le travail syndical quotidien joue un rôle central dans la production du consentement ou de la conflictualité en entreprise [Bérout et *al.*, 2008].

Interroger les conditions sociales du développement de la conflictualité suppose aussi de prendre en considération les trajectoires sociales et professionnelles des salarié.e.s concerné.e.s, en étant attentifs à la façon dont leur entrecroisement peut ou non produire les ressources matérielles et symboliques de la contestation [Avril, 2009 ; Nizzoli, 2015]. La journée d'étude s'intéressera à l'articulation entre les engagements et les différents rapports de domination, comme la classe, le genre, la « race », l'âge ou la sexualité sans préjuger d'une quelconque incapacité à résister. Quels sont les ressorts de la mobilisation pour des salarié.e.s assigné.e.s à un genre, une catégorie raciale et/ou nationale, essentialisé.e.s, naturalisé.e.s [Guillaumin, 1992] et pour qui la position professionnelle occupée vient redoubler en même temps qu'elle génère « différents axes de structuration des inégalités » [Chauvin et Jaunait, 2012] ?

Ces contextes organisationnels et dispositionnels gagnent également à être mis en relation avec les types de répertoires d'action déployés dans le conflit. Quels sont les conditions du recours à la grève, à la pétition, ou à des modes d'action qui portent le conflit en dehors de l'entreprise (appel à l'inspection du travail, saisie des prud'hommes) ? Comment ces différentes formes d'expression de la conflictualité s'inscrivent-elles dans l'espace des possibles salarial et syndical ? Seront ici pris en compte les répertoires d'action à travers lesquels les salarié.e.s incarnent la contestation : on interrogera les conflits tels qu'ils se développent au sein des établissements, mais également la façon dont ils peuvent être « relocalisés » dans différentes arènes (inspection du travail, institutions judiciaires, etc.).

Axe 3

Résistances aux restructurations

Dix ans après son commencement, la crise économique de 2008 met durement à l'épreuve la condition salariale. Plans sociaux, licenciements, fermetures d'usine, chômage, ont été à l'origine de nombreux conflits au travail étudiés par les sciences sociales [Collectif du 9 août, 2017]. Or, il ne s'agit là que d'une des sources multiples de restructurations à l'œuvre dans l'appareil productif français. Sans cesse, des innovations technologiques, organisationnelles, ou de nouvelles méthodes de gestion de la main-d'œuvre font leur apparition dans les mondes du travail [Gaborieau, 2012]. Sans négliger l'apport des enquêtes sur les fermetures d'usine et les plans de licenciement, cet axe suggère d'étendre le champ de ce que l'on entend par « restructuration » dans un contexte de travail, notamment dans le prolongement des recherches engagées autour des « restructurations discrètes » [Bory et Pochic, 2014].

De la robotisation des tâches de travail à la mise en place de méthodes participatives, de l'introduction d'outils de gestion informatisés à de « simples » réductions d'effectifs, ces restructurations entraînent des transformations parfois radicales de l'environnement de travail « habituel » et peuvent amener à bouleverser les façons de travailler et à déstabiliser les « relations dans la production » et les « collectifs informels » présents dans les lieux de travail [Linhart, 1994 ; Burawoy, 2015 [1979]]. Quelles stratégies sont mises en place par le patronat pour obtenir le consentement des travailleurs à ces restructurations permanentes ? Et quelles formes de résistances les travailleurs leur opposent-ils [Pialoux, 1996] ? Enfin, si plusieurs études ont éclairé la façon dont le management « encadre » ces transformations du processus productif (« participation », « flexibilité », « modernisation », « progrès technologique ») [Boltanski et Chiapello, 1999 ; Noble, 2016], cet axe s'intéresse à explorer les manières dont les travailleurs et les militants syndicaux produisent (ou non) des cadrages alternatifs aptes à contester l'idéologie patronale et à reconnaître le caractère politique de ces opérations.

Nous privilégierons les propositions faites par des mastéran.t.e.s, doctoran.t.e.s ou docteurs sans poste.

Date limite d'envoi des propositions de communication : 17 septembre 2017.

Les participant.e.s doivent envoyer un résumé de 5 000 signes maximum (espaces compris), présentant leur problématique, le cadre théorique, les supports empiriques et les principaux résultats avant le 17 septembre 2017 à l'adresse e-mail suivante : sem.travail@gmail.com

Réponse du comité d'organisation : 2 octobre 2017

La journée d'étude se déroulera le **18 décembre 2017 sur le campus Jourdan** – 48 boulevard Jourdan, 75014 Paris.

Comité d'organisation : Chloé Biaggi (CMH-LEST), Anaïs Bonanno, (Triangle-CSO) Juan Sebastian Carbonell (CMH), Cyrine Gardes (Centre Georg Simmel), Angelo Moro (CESAER-ISP), Quentin Schnapper (CESAER), Lucas Tranchant (CREST-CESAER).

Bibliographie

- Arborio**, Anne-Marie, Yves **Cohen**, Pierre **Fournier**, Nicolas **Hatzfeld**, Cédric **Lomba** et Séverin **Muller**, 2008. *Observer le travail*, Paris, La Découverte.
- Avril**, Christelle, 2009. « Une mobilisation collective dans l'aide à domicile à la lumière des pratiques et des relations de travail », *Politix*, n°86, p. 97-118.
- Avril**, Christelle, 2014. *Les Aides à domicile. Un autre monde populaire*, Paris, La Dispute.
- Bajoit**, Guy, 1988. « Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, vol.29, p. 325-345.
- Barthez**, Alice, 1982. *Famille, travail et agriculture*, Paris, Economica.
- Beaud**, Stéphane et Michel **Pialoux**, 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, La Découverte.
- Benquet**, Marlène, 2011. *Les damnés de la caisse. Grève dans un hypermarché*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- Benquet**, Marlène, 2013. *Encaisser ! Enquête en immersion dans la grande distribution*, Paris, La Découverte.
- Benquet**, Marlène et Cédric **Durand**, 2016. « La financiarisation de la grande distribution. Restructuration de l'actionariat et déclin économique du groupe Carrefour (1999-2013) », *Revue française de socio-économie*, n°16, p. 37-59.
- Béroud**, Sophie, Jean-Michel **Denis** et Guillaume **Desage**, 2008. *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- Béroud**, Sophie et Paul **Bouffartigue** (dir.), 2009. *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute.
- Boltanski**, Luc et Ève **Chiapello**, 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Bory**, Anne et Sophie **Pochic**, 2014. « Contester et résister aux restructurations. Comment s'opposer à la "fatalité du marché" ? Introduction », *Travail et emploi*, n° 137, p. 5-20.
- Bouffartigue**, Paul (dir.), 2004. *Le retour des classes sociales*, Paris, La Dispute.
- Bourdieu**, Pierre, 1984. « La grève et l'action politique » in Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, p. 251-263.
- Burawoy**, Michael, 2015 [1979]. *Produire le consentement*, Montreuil, La ville brûle.
- Chauvin**, Sébastien et Alexandre **Jaunait**, 2012. « Représenter l'intersection. Les théories de l'intersectionnalité à l'épreuve des sciences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 62, p. 5-20
- Collectif du 9 août**, 2017. *Quand ils ont fermé l'usine. Lutter contre la délocalisation dans une économie globalisée*, Marseille, Agone.
- Collovald**, Annie et Lilian **Mathieu**, 2009. « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical », *Politix*, n°86, p. 119-143.

- Favret-Saada**, Jeanne, 1977. *Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le Bocage*, Paris, Gallimard.
- Freyssinet**, Jacques, 2013. « L'emploi au cœur de la négociation d'entreprise : quel impact de l'accord du 11 janvier 2013 ? », *La revue de l'IREES*, n°77, p. 3-38.
- Gaboriau**, David, 2012. « "Le nez dans le micro". Répercussions du travail sous commande vocale dans les entrepôts de la grande distribution alimentaire », *La nouvelle revue du travail*, 1, [En ligne].
- Giraud**, Baptiste, 2009. *Faire la grève. Les conditions d'appropriation de la grève dans les conflits du travail en France*, thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1.
- Godechot**, Olivier, 2013. « Financiarisation et fractures socio-spatiales », *L'Année sociologique*, vol. 63, p. 17-50.
- Guillaumin**, Colette, 1992. *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Côté-Femmes.
- Linhart**, Danièle, 1994. *La modernisation des entreprises*, Paris, La Découverte.
- Lomba**, Cédric, 2010. « Les petites mains des petites entreprises : gestion informelle et fractures ouvrières », *Sociologie du travail*, n°52, p. 503-520.
- Lüdtke**, Alf, 1996. « Ouvriers, *Eigensinn* et politique dans l'Allemagne du XXe siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 113, p. 91-101.
- Memmi**, Dominique, 2008. « Mai 68 ou la crise de la domination rapprochée », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, p. 35-46.
- Mischi**, Julian, 2016. *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille, Agone.
- Naepels**, Michael, 1998. « Une étrange étrangeté. Remarques sur la situation ethnographique », *L'Homme*, n°148, p. 185-199.
- Nizzoli**, Christina, 2015. *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle » (Marseille, Bologne)*, Paris, PUF.
- Noble**, David, 2016. *Le progrès sans le peuple. Ce que les nouvelles technologies font au travail*, Marseille, Agone.
- Penissat**, Etienne, 2009. « Mesure des conflits, conflits de mesure. Retour sur l'histoire des outils de quantification des grèves », *Politix*, n°86, p. 51-72.
- Penissat**, Etienne (coord.), 2013. « Réprimer et domestiquer : stratégies patronales », *Agone*, n°50.
- Pialoux**, Michel, 1996. « Stratégies patronales et résistances ouvrières. La "modernisation" des ateliers de finition aux usines Peugeot de Sochaux (1989-1993) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 114, p. 5-20.